

**Discours
de M. Claude Cheysson
Ministre des relations
extérieures
à la Pressekonferenz**

Berlin, 2 décembre 1982

Monsieur le Président de la presse de Berlin,

Monsieur le Maire-Gouverneur,

Excellences,

Berlin. Mon premier souvenir date de Frohnau, aussitôt après la fin de la guerre. L'homme très jeune que j'étais encore, celui que, comme tant de vos compatriotes, le conflit et l'occupation avaient meurtri, blessé, précipité dans la bataille, constatait avec stupéfaction les destructions infligées à la fière capitale du Reich, apprenait avec horreur les souffrances connues par les Berlinoises.

Et, cependant, déjà dans ce début d'hiver de 1946, on sentait renaître la vie et l'espérance. Dès ce moment, était revenu à ma mémoire un beau poème écrit par Paul Éluard dans de sinistres circonstances. Et ce poème, que j'ai toujours associé à votre ville, commençait ainsi :

*Sur mes cahiers d'écolier,
Sur mon pupitre et les arbres,
Sur le sable, sur la neige
J'écris ton nom,*

*Sur toutes les pages lues,
Sur toutes les pages blanches,
Pierre, sang, papier, ou cendre,
J'écris ton nom,
Liberté*

Est-il au monde un lieu qui, mieux que Berlin, fasse penser à la liberté ? Des philosophes y ont réfléchi dès le 18e siècle, des étudiants y ont manifesté, l'esprit en tous temps s'y est exprimé dans l'humour et la raillerie. Des mouvements passionnés de liberté y sont nés et en sont partis vers d'autres défis. Mais une structure monstrueuse de négation des valeurs humaines fondamentales y a aussi crû et régné ; quatre puissances étrangères ont dû joindre leurs forces et pénétrer dans la cité pour y écraser la dictature. Dans les ruines, la volonté des hommes libres a aussitôt rejailli comme la flamme d'un feu que l'on n'éteint pas ; un étrange et merveilleux combat s'est engagé dans le ciel et sur le sol de Berlin, unissant le peuple de cette ville et trois des adversaires de la veille contre l'étouffement du blocus. La liberté a triomphé, le siège a été levé et, depuis, chaque homme libre du monde est tenté de dire comme John Kennedy : *"Ich bin ein Berliner". Ja, wir sind aile Berliner, weil wir frei sind und frei bleiben wollen.*

Mais cette liberté que signifie-t-elle ? Et comment en assurer le triomphe complet dans tous ses aspects ?

Voilà une question importante pour mon gouvernement qui, partout dans le monde, fonde sa politique étrangère sur les grands principes qui servent l'homme. L'homme, qui est pour nous français l'alpha et l'oméga, le point de départ et le point d'aboutissement de toute action politique significative, l'homme dans sa liberté, les hommes dans leur égalité, les peuples dans leur fraternité. Ainsi, et ainsi seulement, peut être assurée l'adhésion des citoyens ; or y a-t-il politique réellement créatrice de progrès là où il n'y a pas de soutien populaire ?

Alors, ici, à Berlin, parlons de la liberté.

Les dimensions de la liberté sont innombrables. Certaines, les premières évidemment, affectent la vie, la survie de l'individu dans son intégrité physique et morale. D'autres placent l'être humain dans les structures élémentaires, familiales et

communautaires où il est né et où il mourra dans la collectivité qu'il doit pouvoir choisir librement. Et l'homme veut aussi pouvoir s'y exprimer à sa manière, y être entendu, y communiquer avec ses semblables. L'affirmation de son identité, élément essentiel de son développement et donc du progrès de la société, exige la liberté d'expression et de communication, dans un monde où elle ne soit ni contrainte par le pouvoir, ni dégradée par la banalisation des modes de vie. Ce n'est pas par erreur que ce principe figure au centre des accords d'Helsinki. Et ce n'est pas non plus par erreur que mon collègue Jack Lang appelait récemment à Mexico l'attention sur les dangers pour la personnalité et l'identité de chacun de la standardisation de l'expression culturelle. De Berlin, rappelons-le solennellement, en nous tournant d'abord évidemment vers les peuples si proches de nous à l'Est, où ce droit élémentaire est trop souvent contesté, parce que ceux qui y contrôlent la société savent que l'homme perd sa capacité d'exister en tant que tel et donc de dominer les appareils et les systèmes lorsqu'il ne peut s'exprimer, entendre, en bref, communiquer avec le reste de la société.

Le cadre de vie des hommes est déterminé par la structure politique ; celle-ci n'assure pas la liberté, mais elle doit donner le droit à la liberté. Ceci est vrai au niveau de chaque État et Berlin est un mémorial de la démocratie dans cette terre avancée des hommes libres. Ceci est vrai, de même, au niveau des peuples, qui ont droit à leur liberté, c'est-à-dire à l'autodétermination. Qui, de Berlin, peut contester l'appel des citoyens de tous nos pays à l'autodétermination et à l'épanouissement des peuples namibien, cambodgien, israélien, afghan, libanais, salvadorien, palestinien ?

Comment des hommes et des peuples qui ont souffert et lutté pour créer ou libérer leurs États, souvent aussi pour créer ou rétablir la démocratie, peuvent-ils être aujourd'hui les agents ou les soutiens de ce qu'ils ont haï, de ce pourquoi leurs frères et leurs camarades sont morts ? De Berlin, j'en appelle à vous, Arabes des luttes pour l'indépendance, Sud-africains des armées de la Libération, Juifs des camps de concentration, Vietnamiens de la longue résistance à toutes les présences étrangères, G.I. à qui nous Français devons tant, et à vous, héros de la clandestinité et du combat polonais, à vous, soldats de l'armée rouge qui avez tant souffert pour écraser l'hydre du nazisme : À vous tous, combattants et résistants d'hier, je dis que les raisons sacrées de vos combats passés ne doivent pas être oubliées lorsqu'elles animent ceux qu'aujourd'hui vous traitez de terroristes, accablez de votre mépris et écrasez de vos bombes.

Occupation honnie par les peuples opprimés, oppression rejetée par les peuples contraints, Berlin n'est-il pas le lieu pour les dénoncer et renouveler notre engagement de les condamner partout et de les combattre partout ? N'est-il pas le lieu pour rappeler le dessein de ceux qui, à San Francisco, ont adopté la charte des Nations Unies ? Et, alors, comme l'a fait mon premier ministre à New York le 30 septembre dernier, de souhaiter après le secrétaire général des Nations Unies, que le Conseil de Sécurité assume plei-

nement les responsabilités qui lui ont été confiées par une communauté de nations épuisées par la guerre.

La guerre, voici le mot prononcé. Le mot qui fait peur. Or, y a-t-il liberté lorsqu'il y a peur, lorsqu'il y a menace, angoisse pour les siens, sinistre pressentiment de devoir un jour s'incliner devant la force ou périr dans la destruction générale ?

La liberté exige la paix, l'assurance de la paix, c'est-à-dire l'impossibilité de la guerre. L'objectif ne doit pas être de limiter les dommages de la guerre, de la rendre moins redoutable, de l'apprivoiser. L'objectif est de tuer la guerre, de la rendre impossible, impensable, de dissuader ceux qui pourraient y penser. La dissuasion absolue est la seule arme absolue de la paix. Or, il se trouve que nous vivons depuis plusieurs décennies dans une époque sans précédent dans l'histoire du monde, car il existe actuellement entre les principaux pays industrialisés une forme crédible, aveuglante de dissuasion : la force nucléaire. À son niveau modeste mais suffisant, la force stratégique française dissuade l'agresseur éventuel, car elle lui causerait un dommage hors de proportion avec l'objet de l'attaque. Au niveau mondial, l'équilibre de la dissuasion a assuré la paix là où elle a été évoquée ; la démonstration en a été faite depuis plus de trente ans.

Rien ne serait plus dangereux que de changer la nature de cet équilibre. L'accumulation d'armes précises et redoutables, qui ne peuvent atteindre qu'une partie du camp occidental, est donc alarmante et doit être dénoncée, car, entre cette partie de notre camp et ceux qui lui font face, l'équilibre n'existe que grâce à l'évocation de l'équilibre global : c'est l'équilibre ambigu dont parle M. Brzezinski, l'équilibre des déséquilibres. A le morceler, il ne reste que déséquilibres ; la France, bien qu'indépendante dans sa défense, en a clairement conscience en tant que membre de l'Alliance Atlantique. La négociation de Genève sur les missiles de moyenne portée a donc une grande importance. Il est nécessaire de rétablir l'équilibre dans ce compartiment du défi entre l'Est et l'Ouest.

L'autre négociation de Genève, justement liée à la première, n'est pas moins essentielle, car l'équilibre des forces stratégiques nucléaires a été progressivement hissé à un niveau stupéfiant. Fallait-il, faut-il pouvoir tuer tous les adversaires trois, quatre ou six fois pour que la dissuasion joue ? Il n'en est évidemment rien et l'abaissement du niveau de l'équilibre est un devoir.

Mais il faut aussi que les voisins qui risquent de s'affronter se connaissent mieux, qu'ils cherchent à développer entre eux des mesures de confiance, à s'informer de tout ce qui pourrait apparaître comme de mauvaises intentions. Il faut que les peuples d'Europe, de toute l'Europe de l'Atlantique à l'Oural, se sentent associés à des discussions dont dépend leur avenir. Il est donc logique, il est bon que, dans le cadre des conférences issues d'Helsinki, on en soit venu à prévoir une conférence pour le désarmement en Europe. La France en souhaite la convocation rapide ; elle ne ménagera pas ses efforts pour y

parvenir, avant la fin de la conférence de Madrid, en étroit accord avec la République Fédérale d'Allemagne.

Droit des hommes, liberté des peuples, libération de la peur participent d'un ordre international nouveau et meilleur. Celui-ci, évidemment, doit assurer aussi l'affranchissement du besoin. C'est une affirmation essentielle face aux troubles économiques et sociaux du monde moderne. Cela vaut pour l'Europe, ou un effort de solidarité s'impose pour surmonter la crise économique et offrir aux jeunes la perspective d'un avenir où ils puissent maîtriser leur destin, et poursuivre le développement d'une civilisation fondée sur la démocratie et le respect de l'homme.

Cela vaut pour le Tiers Monde, où il serait vain de prêcher dans l'abstrait le pluralisme des partis et la séparation des pouvoirs à des populations privées de tout espoir de progrès et parfois dépourvues du minimum pour survivre. Dans de nombreux pays, l'absence de développement est dissimulée par un régime autoritaire, dont souvent d'ailleurs celui-ci est né. Il n'y aura pas de réponse, affirmons-le sans ambages, sans mobilisation de très importants moyens financiers et sans stabilisation et prévisibilité des grands facteurs constitutifs de l'ordre économique : parités monétaires, taux d'intérêt, prix des matières premières... Le monde industrialisé souffre de la crise et des drames du Tiers Monde ; ceux-ci ajoutent un élément de contraction grave à l'économie du monde. Ils empêchent la croissance des mieux dotés et précipitent la récession de la plupart. Oui, la montée insupportable du chômage chez nous est accentuée par le manque de développement et parfois la chute économique dans le Sud. Et, cependant, des pays parmi les plus puissants, des champions de l'ordre libéral contribuent à l'aggravation de la situation économique mondiale en limitant les moyens mis à la disposition du développement et de la survie dans le Tiers Monde, en acceptant sans émotion et sans réaction les pires errements des monnaies, des budgets publics, des balances commerciales, des marchés de matières premières.

La liberté, telle que nous l'exprimons et la ressentons, est largement une idée européenne. Et c'est une raison de plus d'en parler à Berlin. Nous aimons, nous Français, évoquer la révolution de 89, et la déclaration des droits de l'homme qui ont joué un rôle historique par la contagion qui a gagné l'Allemagne, puis le reste de l'Europe. La France a ainsi contribué à donner une dimension universelle aux idées de liberté illustrées en Angleterre au 18e siècle et proclamées avec une belle ardeur par la révolution américaine, idées qui trouvaient leurs racines dans le mouvement philosophique de l'époque de la Renaissance. C'est l'Europe et, comme le disait le Général de Gaulle, "l'Amérique, sa fille," qui ont animé ce mouvement.

L'Allemagne y a pris une part éclatante. À certaines époques, l'histoire de son peuple s'est pleinement identifiée avec la lutte pour la liberté et la dignité de l'homme. En 1983 on célébrera le 500e anniversaire de la naissance de Luther. C'est un personnage

auquel je suis personnellement attaché, peut-être parce que mon grand-père, qui a écrit sur lui un beau livre, nous en parlait fréquemment quand j'étais enfant. Outre sa profonde contribution au mouvement spirituel de la Réforme, on sait que Luther s'est élevé contre l'oppression dont était victime le peuple allemand, et qu'il a lutté pour l'émancipation et le droit à la libre expression. Par la force de sa pensée, il aura contribué à briser le carcan intellectuel et moral qui pesait sur la société.

Bien d'autres penseurs, philosophes et hommes d'État allemands ont illustré cette même inspiration. On doit à la philosophie allemande une réflexion d'une richesse inégalée sur le thème de la liberté. Alors que la philosophie française du 18^e siècle, le siècle des "Lumières", avait posé les bases d'une doctrine de la liberté de l'individu, appuyée sur la connaissance scientifique du monde, la philosophie allemande a eu le souci de penser la liberté de l'homme en rapport avec la société et avec l'État qui exprime la volonté de la collectivité. La liberté est ainsi, pour Hegel, la finalité suprême de l'État, même s'il la conçoit dans un cadre centralisé et autoritaire.

Ce vaste mouvement n'est pas resté seulement littéraire et universitaire. Rappelons la création par Alexander von Humboldt, en 1810, de la première université de Berlin, organisée suivant un principe autogestionnaire, la fête de la Wartburg en 1817, où les étudiants manifestaient pour la liberté, et encore la fête de Hambach en 1832, qui fut une manifestation pour la liberté du peuple. C'est en Prusse que sont intervenues, dès le début du 19^e siècle, les réformes de Stein et Hardenberg : émancipation des paysans, édit de 1807 ("Es gibt nur freie Leute"), ordonnance instituant une libre administration des villes, abolition des corporations.

Plus tard, alors que le mouvement des nationalités secouait l'Europe, un parlement était créé à Francfort ; en 1848, « L'Assemblée Nationale » se réunissait dans la Paulskirche, et la constitution de 1849 déclarait que « *la liberté de la personne est inviolable* ».

Vient alors, hélas, un demi-siècle de bouleversements économiques, de tensions et de luttes fratricides entre Européens, et les promesses de ce XIX^e siècle prometteur sont étouffées, écrasées sous le poids des guerres et des totalitarismes. Cependant la flamme de la liberté ne s'éteint pas : le nazisme tout puissant rencontre en

Allemagne même une courageuse résistance, qui annonce le rejaillissement d'après-guerre, que j'ai déjà évoqué, en faveur d'une Europe libre et démocratique. Après les pires excès et la destruction, l'Allemagne se reconstruit en s'intégrant à l'ensemble européen et fonde son avenir sur le rejet de tous les totalitarismes. Ici même à Berlin, avec le concours de leurs alliés, les Allemands refusent de céder à l'intimidation et à la menace. L'histoire en porte témoignage.

Malheureusement, la cité est divisée. Une grande faille a détourné le cours de l'histoire et brisé l'Europe. Ceux qui attendaient de la victoire sur le nazisme un égal droit à la liberté pour toutes les victimes ont été déçus, dominés par les réalités de l'Europe de Yalta, telle que les victoires des alliés les ont ratifiées.

C'est donc dans un contexte bien différent de celui de la période triomphale du nazisme que se présente aujourd'hui la poursuite de la liberté. Il ne s'agit plus de se jeter à corps perdus dans une aventure sanglante, ni de se dresser mains nues contre un oppresseur. Avec une ferme et patiente résolution, il faut affronter les réalités : l'Europe, la vraie Europe est politiquement divisée. C'est une blessure douloureuse pour tous. Elle l'est bien plus encore pour l'Allemagne, car on a tranché au sein même de son peuple.

La France est pleinement consciente des dimensions politiques et humaines de ce drame. Elle remplira donc les engagements qu'elle a souscrits avec ses alliés; elle assumera les droits et responsabilités qu'elle partage avec les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Union Soviétique, en œuvrant pour que le statut de Berlin fasse une place toujours plus grande aux aménagements possibles atténuant les pénibles conséquences de la division. Mon pays est attaché aux objectifs proposés par les accords de Bonn et de Paris. Il apporte son soutien à la politique de la République Fédérale d'Allemagne en vue d'aider à l'instauration en Europe d'un état de paix qui permettrait au peuple allemand de réaliser pacifiquement son unité par une libre détermination. Ce droit appartient à tous les Allemands, nul ne peut le leur dénier.

Aujourd'hui cependant, ne nous leurrions pas. Il n'est pas possible de faire disparaître d'un trait de plume les réalités du monde tel qu'il est : deux États allemands siègent aux Nations Unies, la France entretient des rapports avec l'un et avec l'autre.

Avec l'Allemagne Fédérale l'intimité est profonde et complète, car la vision politique est la même à Bonn et à Paris et car les deux pays sont unis dans la défense des libertés, dans l'ambition communautaire, dans la fierté européenne, dans l'ouverture sur le monde.

De l'autre côté, il y a des politiques, des intérêts différents et qui s'étendent aux pays voisins de l'Est avec qui la France entretient et veut entretenir des relations plus confiantes, avec qui elle veut commercer, échanger, parler, parfois s'entendre. Nos efforts vers un dialogue plus riche et profitable sont bien entendu également ceux de notre allié allemand fédéral.

Tenant ainsi compte des réalités, nous ne perdons de vue, pour autant, ni la recherche de la liberté, ni celle des conditions favorables à un allègement de la division de l'Allemagne. L'émergence d'un nouveau contexte européen, où les antagonismes actuels

pourraient être surmontés pacifiquement, sans mettre en danger la paix, serait porteuse d'une immense espérance.

Sans doute en sommes-nous encore très éloignés. L'essentiel aujourd'hui est de faire faire des progrès à la liberté telle que nous l'avons évoquée ici.

Or, nous en sommes convaincus, ces progrès ne sont pas incompatibles avec les intérêts de sécurité des États européens. L'acte final d'Helsinki repose, dans son équilibre délicat, sur cette conviction. La reconnaissance de l'état de fait issu de la guerre ne saurait faire oublier la valeur de principes universels qui, tôt ou tard, doivent s'imposer à tous : le respect des droits de l'homme, le droit des peuples à l'autodétermination. Elle ne saurait non plus constituer un obstacle à des améliorations pratiques dans l'échange des idées, dans la circulation des informations, dans les contacts entre les personnes. Pour limités qu'ils soient, ces vecteurs de liberté ont un prix incalculable, car ils permettent aux Européens d'exprimer une certaine communauté de destin, de rappeler la vitalité de leur commune civilisation.

Heine écrivait "*Was ist die grosse Aufgabe der Zeit ? es ist die Emanzipation*". Il n'y a rien à changer à cette exhortation. À ceci près qu'aujourd'hui, ce rêve peut se transformer en réalités appuyées sur des solidarités plus larges. Heine pouvait-il imaginer la fraternité qui existe maintenant entre Français ou Allemands engagés au service d'idéaux communs ? Pourquoi ne pas rêver encore qu'un jour d'autres solidarités s'étendront à travers l'Europe entière ?

Et je finirai comme j'ai commencé en me tournant vers Paul Éluard, dont le poème s'achève ainsi :

*Sur la santé revenue,
Sur le risque disparu,
Sur l'espoir sans souvenir,
J'écris ton nom :
Et, par le pouvoir d'un mot,
Je recommence ma vie.
Je suis né pour te connaître,
Pour te nommer,
Liberté*